



Fédération Syndicale Unitaire

Syndic' et vous !

N°1

**Etre libre, ce n'est pas seulement se débarrasser de ses chaînes ;
c'est vivre d'une façon qui respecte et renforce la liberté des autres.**

PERSONNELS DES ÉCOLES : EN GRÈVE LE 26 JANVIER !

Rassemblement à 14H30

Le mardi 26 janvier 2021, les enseignants de l'Éducation Nationale se mobilisent pour dénoncer leurs conditions de travail et les prévisions de fermeture de classes prévues dans le département par la «carte scolaire».

Le syndicat des TERRitoriaux 28 FSU appelle à soutenir le mouvement. Il dénonce le manque de personnel dans les écoles et les restaurants scolaires, personnel qui est confronté à des conditions de travail toujours de plus en plus dégradées. La FSU appelle donc l'ensemble des personnels des écoles à suivre cette journée d'action nationale. L'absence de personnel engendre un surcroît de travail constant pour les agents municipaux. Les agents sont fatigués, certains sont au bord du burn-out. Et malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien, ils sont toujours en poste pour assurer un accueil et une sécurité de qualité pour les enfants.

Déjà en sous-effectif, il est par ailleurs demandé à certains ATSEM de gérer en plus de leur travail les activités du périscolaire en remplacement des agents malades.

**Tout ceci est inacceptable !
MOBILISEZ-VOUS, POUR FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIX !**

Un préavis de grève couvrant les territoriaux intervenant dans les établissements scolaires a été déposé par la FSU pour la journée du 26 janvier 2021. Pour rappel, en l'absence de négociations entre votre collectivité ou le centre de gestion et les organisations syndicales, vous pouvez toujours suivre tout ou partie du préavis déposé (heures, demi-journée,...)

Attention toutefois : Vous devez dorénavant vous déclarer auprès de votre hiérarchie gréviste ou non gréviste 48 heures avant le début de la grève.

Appel interprofessionnel au 4 février

Toutes et tous, ensemble, mobilisé-es le 04 février

Les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, MNL, FIDL se sont réunies en intersyndicale en fin d'année, marquée par la pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales. Celles-ci sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Elles ont décidé d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives tout au long du mois de janvier et début février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité.

Elles appellent, dans une dynamique de convergences et de renforcement des luttes, **à un temps fort commun interprofessionnel de mobilisations et de grève le 4 février 2021.**

Bulletin Du syndicat des TERRITORIAUX FSU du 28.

19/21 rue des Grandes Pierres Couvertes - 28000 CHARTRES

Mèl : snuter.fsu28@gmail.com

Http : [//www.fsu.fr/](http://www.fsu.fr/)

<http://www.snuter-fsu.fr/>

Les Femmes en première ligne



En France, on dénombre 84 féminicides, 225 000 femmes victimes de violences conjugales et 94 000 de viols par an. Au travail, 32% des femmes ont déjà subi du harcèlement sexuel et 80% estiment être régulièrement confrontées à des comportements sexistes. Le niveau des violences faites aux femmes dans notre société **non seulement n'a pas diminué mais est en augmentation avec les périodes de confinement**.

A peine plus d'un an après le très médiatique "Grenelle des violences conjugales" le bilan en termes de résultats est nul du fait de la faiblesse des moyens engagés. Le

gouvernement a récemment annoncé sa volonté de lancer une procédure de marché public afin de désigner la structure qui sera, dès 2021, en charge du numéro national d'écoute pour les femmes victimes de violences, le 3919, faisant fi de l'expertise acquise par les associations qui la gèrent actuellement. La FSU relaie la pétition #sauvonsle3919 pour s'opposer à ce projet.

La crise sanitaire, économique et sociale a révélé le caractère éminemment sexiste de notre société. Majoritairement présentes dans les métiers du «care», les femmes continuent

d'être en 1ère ligne de la gestion de cette crise mais aussi à en être des victimes. Surreprésentées dans les emplois précaires, premiers supprimés actuellement, elles représentent les ¾ des bas salaires et travaillent gratuitement depuis le 4 novembre 2020.

Beaucoup **reste à faire** en matière d'égalité femmes/hommes.

NDLR : pour celles et ceux qui souhaitent approfondir le sujet et se tenir informé.e.s, à lire, la revue des « Nouvelles NEWS »

COMMENT TOUJOURS FAIRE PAYER LA CRISE AUX MÊMES ?

Fin novembre, le gouvernement a annoncé la liste des 10 membres de la commission "Avenir des dépenses publiques". En langage non codé, cela signifie « créons une commission pour décider comment faire payer la crise aux citoyens ».

Pour cadenasser le débat, quoi de mieux que de faire reprendre du service à des personnalités qui se sont distinguées par leur accord total avec la politique d'austérité ? On y retrouve l'ancien ministre chiraquien Jean Arthuis, l'ancienne présidente du Medef Laurence Parisot, celle qui déclarait «La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait il à cette loi ?», mais également Marisol Touraine, ancienne ministre des Affaires sociales et de la santé sous François Hollande et véritable pourfendeuse de l'hôpital public, le PDG d'Aéroport de Paris Augustin de Romanet et l'économiste italo-suisse Beatrice Weder di Mauro, ancienne conseillère de Gerhard Schroeder (celui-là même qui a saccagé les services publics en Allemagne !). C'est cette équipe qui devrait donc se pencher sur l'avenir de la dépense publique.

Il y a dans l'air un côté «Retour vers le Passé». Nous voyons ici se rejouer l'après crise de 2008 et son discours de réduction des dépenses et l'asphyxie budgétaire programmée des services publics, des aides sociales, et tous les dispositifs nécessaires pour assurer la transition écologique et amortir les effets de la crise sanitaire.

Si cette commission existe, c'est d'abord et surtout pour refuser tout débat sur la dette, sur ce qui doit être remboursé ou non, à qui, comment...

La crise du COVID nous a pourtant montré combien ces politiques de compressions budgétaires fragilisent nos institutions et se soldent par l'accroissement des inégalités, de la pauvreté. Cette austérité nous a rendu vulnérables aux chocs.

Parmi les nombreux économistes qui préconisent des solutions alternatives, Gilles Raveaud, économiste et Maître de conférences à l'Institut d'études européennes, auteur de « Economie, on n'a pas tout essayé » aux éditions du Seuil évoque la crise à venir.

Son constat est sans appel : la crise économique qui arrive sera bien plus catastrophique que celle annoncée par le gouvernement. L'économiste démonte un par un les arguments avancés par les responsables politiques. Il propose des solutions, pour prévenir cette crise historique, qui impliqueraient un changement radical de doctrine

ANNEE COVID
N'OUBLIONS PAS L'OOO



économique, un virage à 360° par rapport à celles de ces dernières décennies.

Il explique notamment très bien comment, faute de consommations, les entreprises ferment et comment cela induit une perte pour les finances publiques. Il démontre ainsi comment les minimas sociaux (RSA, AAH, etc) et également les bas salaires, et il y en a dans la fonction publique, ne permettent pas de vivre décemment et surtout ne permettent pas de consommer, ce qui est indispensable pour faire fonctionner l'économie...

Plutôt que d'étrangler encore plus les revenus du travail pour préserver la bourse et les actionnaires, il est temps de permettre à tous de vivre dignement à la hauteur de ses besoins, car l'augmentation de l'AAH ou du point d'indice ne finira pas dans les paradis fiscaux !

De plus, l'erreur fondamentale du Ministre de l'économie d'agiter de nouveau la réforme des retraites provoque la peur de l'avenir, nuisant ainsi à la consommation. Plutôt que de consommer, celles et ceux qui auraient la capacité à le faire épargnent quand leur avenir est incertain... Moins de consommation induit moins de rentrées fiscales et l'accroissement de la dette publique.

Cerise sur le gâteau, le populisme de l'extrême droite fleurit sur la faim et la crise, il y a là un moyen d'y faire front !



DEMANDE DE CONTACT ET/OU D'ADHÉSION

Madame

Mademoiselle

Monsieur

NOM..... Prénom.....

Date de naissance : | | | | | | | | | | adresse mail :@.....

Adresse..... Code Postal..... Ville

Collectivité..... Catégorie Grade ou emploi.....

La cotisation est calculée sur la base de 0,6 % du salaire annuel net. Elle peut être réglée par mois ou par trimestre.